

Contributions de Familles de France Association de consommateurs

Tant dans le document de présentation de la CRE que dans le document GRDF annexé, les termes **généralisation** et **déploiement généralisé** me semblent inadaptés et peuvent prêter à confusion. En effet le contexte **le déploiement** généralisé ne couvre que le périmètre GRDF et ne prend pas en compte les territoires et collectivité desservis par des ELD qui feront l'objet d'une concertation ultérieure.

Bien que ces distributeurs locaux participent aux travaux pilotés par la CRE, ils ne pourront pas faire profiter des fonctionnalités GAZPAR aux clients gérés de leurs portefeuilles (1 500 000 abonnés élec et gaz ??)

Les clients ELD sensibilisés par les médias mal informés sur le remplacement prochain des compteurs resteront dans l'attente de compteurs que la rumeur dit payants. Si la décision de déploiement respectant le calendrier présenté par GRDF est prise, les abonnés déjà "habitués" à la télé relève, déménageant de la zone GRDF dans une zone desservie par une ELD, seront perturbés. Certes le déploiement est étalé dans le temps .

Analyse des textes et vocabulaire utilisé

Document : Note consultation publique de la CRE

Page 4/19 § 1,2 dans cette rédaction la terminologie **déploiement généralisé** est correcte et s'entend si le projet GRDF a été validé et que le principe s'impose à tout le territoire métropolitain et non exclusivement au **périmètre GRDF**

page 5/19 § 3 3 alinéa: dans cette rédaction la terminologie **déploiement généralisé** est correcte et s'entend si le projet GRDF a été validé

Page 6/19 2 ème puce ; 11 millions de compteurs est le parc GRDF ou faut-il comptabiliser le parc ELD (500 000 environ)

Page 7/19 ; 2 ème puce sous tableau, dans cette rédaction la terminologie **déploiement généralisé** est correcte et s'entend si le projet GRDF a été validé pour son périmètre d'activité.
Emploi de: **Phase généralisation avec 95% des compteurs**

Page 8/19 § 3,3 dernier alinéa : il est fait référence à **DEUX opérateurs** donc sont exclus les GRD locaux aussi dénommés ELD.

Page 11/19 avant question 4: notion **déploiement généralisé** il faut comprendre : sur périmètre GRDF exclusivement ??

Page 12/19 D) traitement tarifaire

Le **déploiement généralisé** 2015 -2022 portera-t-il aussi sur le territoire des ELD afin de répercuter le tarif ATRD gaz sur tous les GRD (GRDF et ELD) qui devrait s'appliquer au 1er Juillet 2014 ?
(Voir le projet présenté au CSE récemment avec tarification différenciée pour GRDF et autres GRD opérant sur leur territoire assigné) et la Délibération de la CRE du 25 avril 2013 portant décision sur le tarif péréqué d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution.

Document: PROJET GRDF (version 12)

Page 5/74 la notion de **pilote de généralisation , décision de généralisation** doit s'entendre sur le territoire et périmètre GRDF

Cette terminologie est répétée sous cette forme de nombreuses fois dans la version 12. et les 74 pages

En 2,3,2 page 17/74 : il est utilisé **le terme Région GrDF après généralisation**

Page 7/74 : la **phase de généralisation** doit s'entendre sur le périmètre GRDF

Page 21/74 **Les ELD** parties prenantes sont cités **pour la première fois**. Ils ont été associés aux travaux des GT ad hoc et interviendront probablement dans la phase généralisation portant aussi sur leur zone d'activité.

Page 33/74 Le dernier alinéa laisse penser que **GAZPAR en FRANCE** dans sa Généralisation couvre toute la France incluant les ELD.alors que le déploiement ne porte que sur les régions , unités et zones GRDF et les clients GRDF (§ 5,2)

En conclusion : il suffirait de mentionner en préambule que le déploiement et la généralisation ne concernent que le territoire et périmètre d'activité GRDF.

Il faut se remémorer le contentieux LINKY (marque ERDF) et l'autorisation d'utilisation par les ELD.

Réponse aux questions

Question N° 1

GRDF a présenté en groupes de travail ad hoc : la technologie, les contacts préliminaires , la chaîne des opérateurs de terrain, les résultats de l'expérimentation conduite sur 4 zones test. Je juge favorablement l'expertise et la compétence de l'entreprise GRDF.

Question N° 2

Un maître mot sur le pourquoi des compteurs communicants : Aide à la sensibilisation du consommateur à la MDE qui aura une perception précise sur l'énergie consommée. Le volume des consommations mesurées et communiquées seront une aide à la décision de programmations de travaux. LINKY et GAZPAR devront être déployé simultanément : action pédagogique forte.

Question N° 3

Tout comme le consommateur consulte périodiquement son compte en banque , son compte AMELI (santé)... il faut lui permettre de consulter un compte ENERGIE type serveur de l'expérimentation WATT& MOI ou Cap ECO CONSO encore en cours de développement. Sans nuire à son confort il pourra ajuster par son comportement la consommation acceptable donc maîtriser le montant de la facture.

Question N° 4 et N° 5

Un nombre élevé de compteurs produits par un seul industriel ; Un opérateur de pose concentrant tous les moyens, peut certes générer des coûts unitaires bas. Il me paraît opportun néanmoins répartir le déploiement en 2 ou 3 unités de productions des matériels et composants réparties en zones géographiques (problème de maintenance ultérieure) et emploi des personnels techniciens calqué sur les zones ou régions GRD (formation initiale assurée localement et maintenance ultérieure assurée par le personnel de proximité) maintenu sur la zone)

Question N° 6 Pas d'avis manque d'éléments d'analyse

Question N° 7

Question N° 8

Question N° 9

Question N° 10

Il faut respecter la loi : le tarif doit couvrir les coûts. Éviter un retoquage du CE comme dans un passé récent.

Question N° 11 et 12

Le matériel de comptage non amorti représente quel montant?

Les nouveaux compteurs généreront des gains de productivité. C'est aussi une meilleure image de modernité que reflètera l'entreprise sachant s'adapter aux nouvelles technologies adossées à une évolution moderne des SI que GRDF, pour ne pas être à la traine, aurait adapté

librement. Certes Bruxelles contraint les opérateurs au développement des smart grids pour aider à l'interconnexion des réseaux (sécurité d'approvisionnement).

Ces coûts échoués pour le développement des SI seul devraient être supportés par GRDF

La réévaluation des SI ne serait pas à valoriser dans l'ATRD

A contrario les coûts du projet abandonné seraient à valoriser dans l'ATRD

Question N° 13

Oui ; en cohérence avec questions 1 , 4 et 5

Question N° 11 Bis

Le projet GRDF étant reporté Art 2,2 (ce que je ne souhaite pas) , les fournisseurs alternatifs et ELD qui ont participé aux travaux de la CRE et déjà investi pour rendre les SI compatibles ne réclameront - ils pas l'indemnisation pour abandon de projet, indemnité qui sera répercutée dans le tarif donc supporté par le consommateur (Certains trouveraient argument à contester)
Il est de notoriété qu'un projet commandé par les pouvoirs publics soit rémunéré: GRDF doit être dédommagé des coûts échoués.